



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

page 3 :

LOURDES CONDAMNATIONS
AU PROCES DE BAMAKO

page 4 :

TCHAD : LE DICTATEUR EST MORT,
MAIS LA DICTATURE DEMEURE

page 6 :

AFFRONTEMENTS SANGLANTS
EN ANGOLA

pages 7 et 8 :

EN BREF D'AFRIQUE
ET DE L'EMIGRATION

page 9 :

RACISME, ENNEMI DE
TOUS LES TRAVAILLEURS

page 10 :

LE PEUPLE VIETNAMIEU
A CONQUIS SON INDEPENDANCE

page 12 :

PORTUGAL : DES LEÇONS ET DES
AVERTISSEMENTS POUR LES
TRAVAILLEURS AFRICAINS

prix: 1 Franc

N° : 28 — 6 mai 1975

SENEGAL

LORSQUE
CE N'EST PAS LA
SECHERESSE
CE SONT
LES IMPOTS
QUI FRAPPENT
LES PAYSANS !

Le vice-président de l'Assemblée nationale sénégalaise, Moustapha Touré, a fait une tournée dans les villages du département de Matam.

S'il est allé voir ses administrés de cette région, ce n'est nullement pour leur demander ce que les paysans ont besoin. Bien au contraire : il est parti en tournée pour exiger les arriérés d'impôts de 1973 et de 1974. Pendant la période de sécheresse, bien des paysans, en particulier dans la région de Matam, étaient dans l'incapacité de payer leurs impôts.

Certains avaient espéré que le gouvernement ne les exigerait plus. Que non ! Il faut payer cette année trois ans d'impôts d'un seul coup.

Le gouvernement ne se contente pas d'exiger les impôts de trois années consécutives dans un délai de quelques mois. Il exige également que les paysans qui ont reçu des aides alimentaires par les organisations internationales payent les frais de transport de ces produits qu'ils ont déjà consommés.

Même en temps normal, bien des paysans ont du mal à payer les impôts d'une seule année. Maintenant, le gouvernement exige ceux de trois années à la fois...

Des milliers de paysans sont donc menacés de famine. Non pas à cause de "cataclysmes naturels", que Senghor et ses semblables ont l'habitude d'accuser pour expliquer la pauvreté des paysans, mais, très directement, à cause des brigands au pouvoir. Attitude d'autant plus ignoble de la part du gouvernement que les paysans, durement saignés par les impôts, ne reçoivent rien en retour. En particulier, rien n'a été fait pour que les campagnes échappent à la sécheresse : pas de grands travaux d'irrigation, ni même de creusement de puits.

Pendant ce temps-là, dans les quartiers résidentiels de Dakar, les pelouses sont bien arrosées.

Rien n'a été fait pour aider les éleveurs de bétail, qui voient leur cheptel crever à vue d'oeil.

Par contre, le gouvernement de Senghor trouve toujours les moyens pour payer ses fonctionnaires parasites, pour organiser une foire internationale de prestige. Et, surtout, il trouve toujours les moyens pour payer sa police qui réprime ceux qui ne peuvent payer les impôts et qui emprisonnent ceux qui s'opposent à sa politique.

C'est justement pour entretenir tant de parasites et de tortionnaires que l'Etat exige les impôts des paysans.

MALI

LOURDES CONDAMNATIONS AU PROCES DE BAMAKO

Le 2 avril dernier, un procès politique a eu lieu à Bamako, au Mali. Le Comité militaire sous la direction du dictateur Moussa Traoré et du tortionnaire Tiékoro Bakayoko, chef de la police et du service dit de sécurité a tout fait pour faire condamner les accusés.

Les arrestations ont été effectuées au mois de juin 1974 au cours du referendum publicitaire. Un certain nombre de personnes ont été arrêtées, accusées d'avoir émis un tract contre le Comité militaire. Trois inculpés, Mani Djenepo, Fousseini N'Diaye et Moussa Dramé sont accusés d'avoir simplement lu un tel tract sans l'avoir apporté à la police !

La liste des accusés est longue, car les militaires n'ont fait de cadeau à personne.

Tous ceux qui ont été arrêtés ont subi des tortures à l'électricité au commissariat de police puis ont été battus jusqu'au sang dans le camp de parachutistes de Bamako. Même ceux qui auraient simplement eu le tort d'avoir déclaré en public qu'ils voteraient contre le Comité militaire n'ont guère été épargnés. D'autres, Mamadou Kanté et Issiaké Cissé, sont accusés d'avoir bourré les urnes (sic) ! Ils ont été déportés, les uns à Tombouctou, les autres dans les salines de Taoudénit, et il a fallu attendre la protestation de l'opinion publique internationale pour que le Comité militaire accepte de les ramener à Bamako.

Au cours du procès qui vient d'avoir lieu, sept personnes parmi les accusés n'ont pas été jugées ; pourtant, elles sont toujours en prison. Il faut croire que le Comité militaire manque de preuves. Officiellement, treize condamnations ont été prononcées, dont onze à quatre ans de prison ferme.

En dehors d'une infime minorité, toute la population souffre de ce régime sanginaire. En s'organisant pour le renverser, les travailleurs maliens pourraient trouver des sympathies dans toutes les couches de la société.

TCHAD

LE DICTATEUR EST MORT, MAIS LA DICTATURE DEMEURE

Le dimanche 13 avril dernier, un coup d'Etat dirigé par le "groupe des officiers des forces armées tchadiennes" a renversé le président du Tchad, Tombalbaye. Le général Félix Maloum, emprisonné depuis le mois de juin 1973, avait été libéré et a pris la tête de la junte qui exerce désormais le pouvoir.

Tombalbaye gouvernait le pays de manière féroce et barbare depuis 1960, année où l'indépendance fut accordée par De Gaulle. Il fut l'un des dictateurs les plus sanglants d'Afrique et ne devait ses quinze ans de règne qu'au soutien de l'impérialisme français. Car, à l'intérieur même du pays, il avait été désavoué très tôt, principalement par les populations musulmanes des villages nomades du nord du pays.

Les villageois refusaient de payer l'impôt sur le bétail car les "Goumié" (agents spécialisés en la matière et connaissant les déplacements des nomades) se permettaient de réclamer de lourdes sommes plusieurs fois, profitant du fait que les paysans n'avaient pas de reçus. C'est ainsi qu'en novembre 1965, aux paysans qui se sont rebellés contre ce fait, Tombalbaye répondit par une intervention féroce de ses troupes, qui ont mitraillé et brûlé tout le village, de Mangalmé, tuant femmes, enfants, vieillards. Malgré la répression, la rébellion ne resta pas circonscrite aux abords de Mangalmé. Elle embrasa bientôt le Nord. Puis, une partie des Chrétiens et des Sara animistes du Sud entraient à leur tour en révolte.

Tombalbaye n'hésita pas à faire appel aux troupes des anciens colonisateurs français.

Il a également usé de nombre de recettes pour pouvoir continuer à tenir sa place. A partir de 1972, il se mit à vanter les mérites d'une "révolution culturelle" placée sous le signe de la "Tchaditude" et du retour à "l'authenticité tchadienne". Les noms des lieux hérités de l'époque coloniale furent changés. Fort-Archanbault devint Sahr, Fort-Lamy N'Djaména, et lui-même N'Garta au lieu de François, ordonnant ainsi l'abolition des prénoms chrétiens. C'est d'ailleurs au nom de cette même "révolution culturelle" qu'il remit en honneur un ancien rite d'initiation, le Yondo, qui lui permettait, par l'intermédiaire d'un "Conseil de Sages" entièrement à sa dévotion, d'éliminer, parfois physiquement, ou d'intimider les récalcitrants qui ne voulaient pas se soumettre au régime.

Il dressa sans scrupules les uns contre les autres les tribus animistes du Sud, les Sara, les Musulmans et les Chrétiens du Nord et de l'Est pour asseoir son pouvoir personnel.

Dans sa politique extérieure, Tombalbaye avait commencé à effectuer de spectaculaires renversements d'alliances. Rupture des relations diplomatiques avec Israël, qui le fournissait jusque-là en armes et en conseillers militaires, et grande réconciliation avec les pays arabes. Il continua en reconnaissant la Chine populaire, après l'avoir vilipendée pendant des années. Il quitta avec fracas l'Organisation Commune Africaine et Malgache (OCAM) mise en place par l'impérialisme français et entama des déclarations incendiaires contre Jacques Foccart, l'homme qui faisait office de ministre des anciennes colonies françaises d'Afrique.

Mais, tout progressiste et anti-impérialiste qu'il se proclama, il continua à bénéficier de l'aide militaire française. Flirter avec d'autres pays que la France, se permettre quelques déclarations anti-colonialistes, rien de tel, pensa-t-il sans doute, pour vendre un peu plus cher ses services par la suite. D'ailleurs, cet exemple du retournement de Tombalbaye illustre jusqu'à la caricature à quel point l'étiquette nationaliste, anti-colonialiste ou progressiste des dirigeants ne signifie pas grand-chose.

Mais, devant la folie meurtrière du dictateur, il n'existait pas la moindre sécurité individuelle, pas même pour les ministres que le général Maloum — actuel dirigeant de la junte au pouvoir — avait rejoints en prison en 1973, lui qui avait contribué à les y envoyer auparavant.

C'est dire à quel point les militaires qui ont accompli le coup d'Etat ne sont guère disposés à mettre fin à la dictature. Même s'il est possible qu'ils aient été "humiliés et bafoués" comme ils le prétendent, leur chef, le général Félix Maloum, avait été lui-même choisi par le dictateur déchu pour sa protection personnelle.

Ainsi, un dictateur en aura chassé un autre. Les travailleurs tchadiens et les paysans qui plantent le coton n'ont en tout cas pas à faire confiance à ces gens-là, quels que soient leurs discours. Il est grand temps que ces dictateurs qui se succèdent et qui préservent les profits des entreprises impérialistes telles que Boussac et les intérêts des privilégiés locaux soient balayés.

AFFRONTEMENTS SANGLANANTS

EN ANGOLA

Au moment où nous écrivons, les combats continuent en Angola entre deux des principales organisations nationalistes, le MPLA et le FNLA. Il est actuellement difficile de savoir quel est le nombre des victimes dans cette bataille entre ces organisations.

Chacune des formations est déterminée à devenir le maître absolu dès maintenant pour instaurer un parti unique et garder tout le pouvoir entre ses mains sans le partager avec les autres formations.

Le laborieux compromis mis sur pied entre le MPLA, le FNLA et l'Unita, sous l'égide du Portugal, pour aménager la transition vers l'indépendance, n'aura pas duré longtemps.

C'était inévitable. Les rivalités devaient ressurgir et aboutir à des affrontements armés. Non pas que les trois organisations représentent des forces sociales fondamentalement différentes. Elles sont toutes des formations bourgeoises. Seulement, dans un pays sous-développé tel que l'Angola, il ne peut exister de rapports démocratiques, pas même entre formations bourgeoises. La classe dominante elle-même ne peut pas régler ses problèmes de façon démocratique, mais seulement par la force.

Maintenant, la question qui se pose est celle-ci : les trois organisations se partageront-elles le pays en trois morceaux — aboutissant à un résultat analogue à ce qui s'est passé au Congo en 1962 — ou l'une des plus grandes de ces organisations éliminera-t-elle les deux autres pour instaurer une dictature à parti unique ?

Les deux hypothèses sont également possibles. Ce qui est sûr, c'est que, quelle que soit l'organisation qui sortira vainqueur, elle dirigera un Etat bourgeois dictatorial.

EN BREF D'AFRIQUE...

LA REFORME AGRAIRE NE SERA PAS L'OEUVRE DES FONCTIONNAIRES DE OULD DADDAH

Décidément, Ould Daddah se surpasse dans la voie des réformes. Après avoir récemment nationalisé la MIFERMA et la SOMIMA, il s'est lancé dans une opération de prétendue "réforme agraire". Parachutistes et fonctionnaires sont envoyés à Kaïdy, accompagnés de techniciens chinois.

D'après les autorités de Nouakchott, le but de tout ce déploiement de forces serait de venir en aide à la population. Qui l'eût cru ? Il paraît que les terres fertiles qui sont irriguées par les crues du fleuve Sénégal et qui appartiennent aux riches propriétaires terriens féodaux seront confisquées pour être par la suite attribuées à ceux qui la cultivent.

Une petite question, Monsieur le Président. Pourquoi tout ce déploiement de forces ? Puisque vous prétendez être rempli par tant de bonne volonté, pourquoi ne laissez-vous pas aux paysans pauvres eux-mêmes le soin de confisquer ces terres ? Ce qui se passe actuellement indique plutôt que vos déclarations mielleuses ne sont destinées qu'à cacher vos véritables desseins. Celui de vouloir par la force confisquer les petits lopins de terre fertile qui appartiennent à des petits paysans pour installer à leur place des rizières modernes, contrôlées par l'Etat, c'est-à-dire par les pires ennemis des petits paysans.

VOYAGE DE STIRN A DJIBOUTI PREPARE A COUPS DE MATRAQUES

Les voyages publicitaires à Djibouti et dans les autres villes de la côte de Somalie du secrétaire d'Etat aux Départements et Territoires d'outre-mer, M. Stirn, n'ont pas l'air de se passer aussi bien que le prétendent les autorités coloniales.

En effet, la semaine qui avait précédé son arrivée, 250 personnes ont été emprisonnées. Cette vague d'arrestations préparait la venue d'un représentant du colonialisme français. Mais elle fut une réponse des autorités coloniales au mouvement de protestation déclenché dans les écoles de Tadjourah, l'une des trois grandes villes du pays, contre les mauvaises conditions d'internat.

Mais cette vague de répression se fera que renforcer la haine de la population contre le colonialisme français. Ce dernier aura beau graisser la patte de son fantoche, Ali Aref, il aura beau organiser des manifestations en faveur de la présence française, les prisons, les barbelés et la présence permanente de l'armée française sont toujours là pour rappeler le fait colonial.

UN GRAND VOLEUR QUI N'AIME PAS LES PETITS

Ahmed Sekou Touré, chef de l'Etat guinéen et dirigeant du PDG (Parti Démocratique Guinéen), parti unique, a déclaré aux journalistes qu'il livre la guerre aux trafiquants. Il faut, a-t-il précisé, "retirer aux fossoyeurs de l'économie — les spéculateurs et trafiquants — leurs moyens d'action". Le commerce privé a été aboli ; les magasins d'arrondissement, les marchés hebdomadaires ont été supprimés. Désormais, c'est le service local du Pouvoir Révolutionnaire Local (PRL), organisation de base du PDG, qui a le monopole exclusif de la commercialisation des produits et marchandises.

Il est peut-être vrai que les marchés hebdomadaires soient le lieu privilégié du trafic de la monnaie et des marchandises détournées et vendues souvent à des prix exorbitants. Mais il y a autre chose que Sekou Touré devrait supprimer, c'est l'impôt fiscal que chaque paysan pauvre doit verser à l'Etat sur les denrées alimentaires. Et cela, Sekou ne veut certes pas l'envisager.

Si Sekou s'attaque avec tant d'acharnement au marché noir, c'est pour des raisons bien plus vulgaires que la défense des consommateurs. Il préfère tout simplement contrôler le marché pour pouvoir prélever sa prébende. Moins il y a de petits tricheurs, plus il en reste pour le grand voleur.

...ET DE L'EMIGRATION

UN SUCCES DANS LA SEINE-SAINT-DENIS

Le préfet de la Seine-Saint-Denis vient de reculer sur sa décision concernant le problème de la carte de séjour. Il avait été catégorique auparavant, car il refusait purement et simplement de régulariser la situation de nos camarades arrivés en France après le 1er décembre 1974. Mais la mobilisation des travailleurs africains dans les foyers autour du Comité de coordination et le soutien des organisations africaines et françaises, en particulier de la municipalité de Montreuil, ont fait reculer le préfet pour la seconde fois. A rappeler qu'initialement il exigeait une quittance de loyer.

Donc, maintenant, il accepte de régulariser la situation de tous nos camarades qui sont là depuis une date antérieure au 1er avril 1975.

C'est un encouragement pour tous les travailleurs africains, car le succès obtenu par ceux de Seine-Saint-Denis montre qu'en luttant il est possible de faire reculer l'administration dans un certain nombre de domaines.

RACISME, ENNEMI DE TOUS LES TRAVAILLEURS !

Les agressions racistes se multiplient depuis quelque temps en France. Le jeune Laïd Moussa, travailleur algérien, a été assassiné froidement et de manière préméditée par un homme masqué, le soir du mardi 18 mars, à Marseille. Deux jours plus tôt, le dimanche 16 mars, un ouvrier tunisien, Mohamed Bechir Rassaa a été abattu à coups de fusil à Vanves, proche banlieue parisienne, par une bande de racistes forts de la neutralité bienveillante, pour ne pas dire de la complicité, de la police française. Dans le premier cas comme dans le second, les hommes de Poniatowsky ont refusé d'intervenir alors que les victimes s'étaient adressés à eux à maintes reprises, car des menaces et des agressions contre elles n'étaient pas choses nouvelles.

Dans un cas comme dans l'autre, les révolutionnaires ont protesté, manifesté, organisé des meetings antiracistes. Un Comité pour la vérité sur l'assassinat de Rassaa a été créé, soutenu par différentes organisations, dont la nôtre.

Certes, le racisme meurtrier, les lâches assassinats ne frappent pas encore — pour combien de temps ? — les travailleurs africains ; car, dans la longue liste des attentats, les principales victimes ont été nos camarades arabes.

Mais, même si, jusqu'à présent, les criminels agissent surtout en direction des travailleurs nord-africains, nombreux sont ceux parmi nous qui reçoivent des coups de poing et de pied, pour une raison ou pour une autre, dans les commissariats ou dans les cars de police quand ils sont conduits au commissariat. Nous connaissons également le racisme sous sa forme insidieuse, quotidienne : celui qui, la plupart du temps, se manifeste par des brimades, des sous-entendus ou des propos qui se veulent être des plaisanteries mais qui sont significatifs des bas préjugés qui existent à l'état latent, y compris dans la population laborieuse française. C'est ce préjugé latent, véhiculé par des inconscients qui propagent ces préjugés d'un autre âge, qui "mord" le plus. C'est principalement sur ce racisme que les Nazis se sont appuyés en Allemagne et qu'ils ont envoyé des millions d'hommes et de femmes, des millions de travailleurs à la mort dans des fours crématoires ou autres camps de concentration. Tous ceux qui profèrent des propos racistes, consciemment ou pas, et principalement ceux qui se livrent à des gestes d'hostilité vis-à-vis des travailleurs émigrés, doivent savoir qu'ils se mettent au ban de la classe ouvrière

Ce racisme que nous subissons dans la rue, dans les cafés, voire dans les usines où, travailleurs français et émigrés, nous sommes enchaînés dans le même esclavage, est l'ennemi de tous les travailleurs. Car, être raciste, c'est préparer la voie aux pires dictatures fascistes.

Nous devons expliquer cela à nos camarades de travail. En particulier, nous devons mettre les organisations qui se réclament des travailleurs devant leurs responsabilités.

APRES TRENTE ANS DE GUERRE LE PEUPLE VIETNAMISIEN A CONQUIS SON INDEPENDANCE

Dans la nuit du 29 au 30 avril, l'armée du GRP a occupé Saigon. Après trente ans de guerre de souffrance et de sacrifices, le peuple vietnamien est parvenu à faire respecter son droit à l'indépendance nationale.

Cette guerre avait commencé par la lutte contre la domination coloniale française. Elle avait duré dix ans environ. Guerre qui s'est terminée par l'échec des troupes françaises à Dien-Bien Phu en 1954. Malgré sa défaite, consacrée par les Accords de Genève, la bourgeoisie française a réussi à imposer la division du pays en deux. Seul le Nord est passé sous le contrôle du mouvement d'émancipation nationale, qui venait de gagner la guerre.

Le Sud est resté sous la direction des fantoches mis en place par la France. Pas pour longtemps. L'impérialisme français décadent n'était plus de taille à maintenir son contrôle sur le Vietnam du Sud. L'impérialisme américain prit la relève.

Pour le peuple vietnamien, une nouvelle guerre commença, larvée d'abord, puis de plus en plus ample, contre la première puissance du monde.

Contrairement à la France, les Etats-Unis ne menaient pas une guerre coloniale classique. L'intérêt économique du Vietnam était mineur pour les Etats-Unis. Mais ce tristement célèbre 17^e parallèle qui coupait le Vietnam en deux était devenu la limite entre les deux blocs de grandes puissances qui partagent le monde depuis la deuxième guerre mondiale: le bloc sous l'hégémonie de l'impérialisme américain et le bloc soviétique.

Dans la perspective de la future guerre mondiale entre ces deux blocs, la politique poursuivie par l'impérialisme américain pendant plus de 20 ans visait à empêcher qu'un quelconque pays de sa zone d'influence puisse lui échapper et basculer dans le camp adverse. Et c'est justement pour empêcher que le Vietnam du Sud, situé à la limite des blocs, puisse passer de l'autre côté, que les Etats-Unis s'engagèrent de plus en plus massivement contre le mouvement d'émancipation nationale du Sud-Vietnam.

Mais malgré les milliards dépensés, malgré le demi-million de soldats américains envoyés sur le terrain, malgré une supériorité matérielle écrasante, les Etats-Unis n'ont pas réussi à l'emporter contre un petit peuple décidé à conquérir son indépendance.

La démonstration en fut donnée en ce février 1968, lorsque la résistance vietnamienne, que les stratèges de l'Etat-Major américain pouvaient considérée annihilée, a été capable de lancer une offensive massive dans la quasi-totalité des grandes villes vietnamiennes.

L'offensive du Têt avait démontré que l'impérialisme n'avait d'autre choix que de multiplier son effort de guerre déjà lourd, et que son opinion publique acceptait de plus en plus difficilement, ou de négocier. Il a choisi de négocier, avouant sa défaite.

La guerre aura duré cinq longues années encore. Jusqu'à la conclusion des accords de Paris en 1973, date à laquelle l'armée américaine quitta le pays. Puis deux ans encore, avant que le régime fantoche de Thieu ne s'effondre.

Mais, aujourd'hui, en fin, le peuple vietnamien a conquis son indépendance nationale.

Certes, la victoire du GRP ne conduit ni vers le socialisme, ni vers le pouvoir des exploités vietnamiens.

Car le GRP, c'est un gouvernement du même type que celui de Ben Bella et Boumedienne en Algérie, ou celui de Fidel Castro à Cuba, ou de Nasser en Egypte. C'est un gouvernement qui ne représente pas les intérêts particuliers des travailleurs et des paysans pauvres, mais ceux de la bourgeoisie nationale.

Pour le GRP, le combat contre l'impérialisme s'arrête là, avec la construction d'un Etat national indépendant. Pour les travailleurs et les paysans pauvres, le combat n'est pas terminé. Lorsqu'ils se battront pour leur émancipation en tant que classe, ils trouveront sur leur chemin l'appareil d'Etat qui vient de s'installer à Saigon.

Malgré cela, le GRP a quand même cristallisé l'aspiration de l'ensemble de la population à se rendre indépendante du joug de l'impérialisme américain, et a permis au peuple vietnamien de conquérir son indépendance. Et c'est en ce sens-là que les révolutionnaires saluent sa victoire.

PORTUGAL DES LECONS ET DES AVERTISSEMENTS POUR LES TRAVAILLEURS AFRICAINS

Un an jour pour jour après leur arrivée au pouvoir, les militaires ont organisé des élections libres au Portugal. Les premières après près d'un siècle de dictature.

Ces élections constituent un succès pour la Gauche. L'ensemble des organisations de gauche a recueilli 58,49 % des voix. Leur succès est particulièrement fort dans les régions industrielles, ainsi que dans celles où domine la grande propriété foncière et où le nombre des ouvriers agricoles est important. Dans ces régions, les organisations de gauche dépassent 80 % des votes.

La droite a subi un échec électoral incontestable. Non seulement les deux organisations de droite qui se sont présentées ne recueillent que 8,21 % des votes dans l'ensemble du pays, mais la principale d'entre elles, le CDS, ne dépasse nulle part les 20 %. Pas même dans les régions réputées réactionnaires, là où l'influence de l'Eglise, des curés et des notables favorables à l'ancien régime est particulièrement forte.

Ces votes donnent évidemment des indications significatives sur l'état d'esprit non seulement dans les villes, mais également dans les campagnes qui s'expriment pour la première fois sur le plan politique depuis bien longtemps. Le vote de tant de paysans en faveur de la Gauche, même si c'est en faveur de la Gauche modérée, est tout de même un vote contre l'Eglise, contre les propriétaires fonciers, contre l'ancien régime. Par les bulletins de vote, la majorité du pays a montré de quel côté elle place ses espoirs.

Seulement, justement, cette majorité, pour l'essentiel la majorité travailleuse, la majorité exploitée, ne s'est exprimée que par l'intermédiaire du bulletin de vote. Or, les bulletins de vote peuvent tout au plus exprimer — et encore de manière déformée, partielle — des aspirations, mais ils ne peuvent pas définir l'évolution du pays. Celle-ci continue à échapper à la participation active de la population laborieuse : elle continue à être déterminée par les militaires du MFA au pouvoir et, dans une moindre mesure, par le jeu des partis.

Or, les uns et les autres, interprètent le vote comme une approbation de leur propre politique.

Les militaires du MFA, tout d'abord, considèrent, avec quelques raisons, le résultat comme favorable à leur expérience politique. En effet, les partis de la coalition gouvernementale — les partis de gauche, plus les parti du centre PPD — recueillent plus de 80 % des suffrages. Or, ces partis ont été placés au gouvernement par le MFA, qui peut donc estimer que le pays approuve après coup le choix qui avait été fait par les militaires de gouverner à gauche.

Cependant, parmi les partis de la coalition gouvernementale, ce sont précisément ceux qui sont hostiles à ce que les militaires continuent à s'attribuer la plénitude du pouvoir ; ceux qui sont partisans d'un régime parlementaire, en l'occurrence le Parti Socialiste et le PPD, qui arrivent de loin en tête.

Ainsi donc, d'un côté le MFA considère ces élections comme un encouragement à continuer son expérience politique, à savoir réaliser à l'intérieur du pays un certain nombre de transformations indispensables dans l'intérêt général de la bourgeoisie, quitte à ne pas

s'embarrasser des jeux stériles de la démocratie parlementaire bourgeoise. D'un autre côté, le PPD et, surtout, le Parti Socialiste, grand vainqueur des élections, interprètent au contraire ces élections comme l'expression d'une aspiration au régime parlementaire.

Une telle situation engendrera inévitablement des conflits politiques. Ils ont déjà commencé, quelques jours seulement après les élections, où, à la suite d'incidents qui se sont produits lors de la célébration du Premier mai, le Parti Socialiste déclencha une campagne contre le fait que le Parti Communiste occupe des responsabilités aussi importantes que celles du Parti Socialiste, alors qu'il a obtenu trois fois moins de voix.

Le MFA n'a certes pas un amour particulier pour le Parti Communiste. Il sait cependant qu'en raison de l'audience dont ce parti bénéficie dans la classe ouvrière, sa présence au sein du gouvernement est utile pour pouvoir canaliser, embrigader les travailleurs au service du relèvement du pays. Le MFA est prêt à jeter dehors le Parti Communiste dès qu'il n'en aura plus besoin, mais il veut choisir le moment où il l'estimera nécessaire. Il ne veut pas se laisser dicter sa politique par les règles du jeu parlementaire. Et c'est bien une des choses qui l'opposent au Parti Socialiste. Et c'est bien pourquoi, derrière le conflit entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, il y a en réalité le conflit entre ce dernier et le MFA, et, plus largement encore, entre les partisans d'un régime parlementaire et les partisans d'un régime "progressiste" appuyé sur les militaires du MFA.

Il est difficile de savoir qui l'emportera dans ce conflit. Pour l'instant, c'est le MFA qui a les principales cartes en main, car il contrôle l'armée. Mais l'armée, c'est-à-dire la caste des officiers, ne partage pas dans son ensemble les options politiques du MFA, comme l'a montré il n'y a pas si longtemps, un coup d'Etat militaire de droite avorté. Et il n'est nullement exclu que l'opposition du Parti Socialiste au MFA encourage ceux qui, au sein même de l'armée, contestent la politique des officiers radicaux.

Mais ce que tout travailleur doit comprendre, c'est que, quelle que soit l'issue de ce conflit, elle ne pourra amener que des solutions contraires aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

Car ce que le MFA prépare, c'est une dictature militaire dite progressiste, un peu à la manière de Boumedienne ou de Khadafi. Ce que le Parti Socialiste voudrait, c'est, de toute façon, une démocratie parlementaire bourgeoise, qui, de plus dans un pays pauvre comme le Portugal, ne pourra guère être autre chose qu'un régime comme celui qui, en Grèce, par exemple, avait préparé la voie au coup d'Etat militaire de droite.

Dans les deux cas, la classe ouvrière sera réduite au silence. Dans les deux cas, il s'agit de dictatures sur la classe ouvrière.

Pourtant, le résultat des élections a montré que, si la classe ouvrière se décidait à prendre en main sa propre destinée, si elle s'organisait, si elle proposait une politique susceptible de sortir le pays de la crise par des mesures favorables aux exploités, si elle cherchait à mobiliser les autres classes exploitées de la société derrière elle, pour une telle politique, elle pourrait trouver de larges appuis.

Mais chacun des deux grands partis de gauche cherche à enchaîner la classe ouvrière derrière une des formes de dictature bourgeoise : le PC derrière la dictature MFA, et le PS derrière la dictature bourgeoise masquée par les formes parlementaires.

Si la classe ouvrière portugaise ne réagit pas à temps, un sombre avenir l'attend, malgré le succès électoral de la Gauche.

Ce qui se passe au Portugal est une leçon précieuse pour nous, travailleurs africains. Car même ceux qui s'opposent de manière apparemment radicale aux régimes pourris des Senghor, des Traoré, des Houphouët Boigny ou Ould Daddah, mais qui ne cherchent pas à organiser de façon indépendante la classe ouvrière, ne peuvent aboutir, dans le meilleur des cas; qu'à la situation où se trouve le Portugal aujourd'hui. C'est-à-dire à une situation transitoire qui mène nécessairement vers une forme de dictature sur les exploités. Il ne faut jamais que la classe ouvrière et les masses travailleuses des campagnes se dessaisissent de leur propre sort et le confient à des "militaires progressistes" ou à des hommes politiques "démocrates". La seule certitude pour les prolétaires des villes et des campagnes, c'est qu'ils ne sont forts que de leur propre force et de leur propre organisation.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.